Policy report

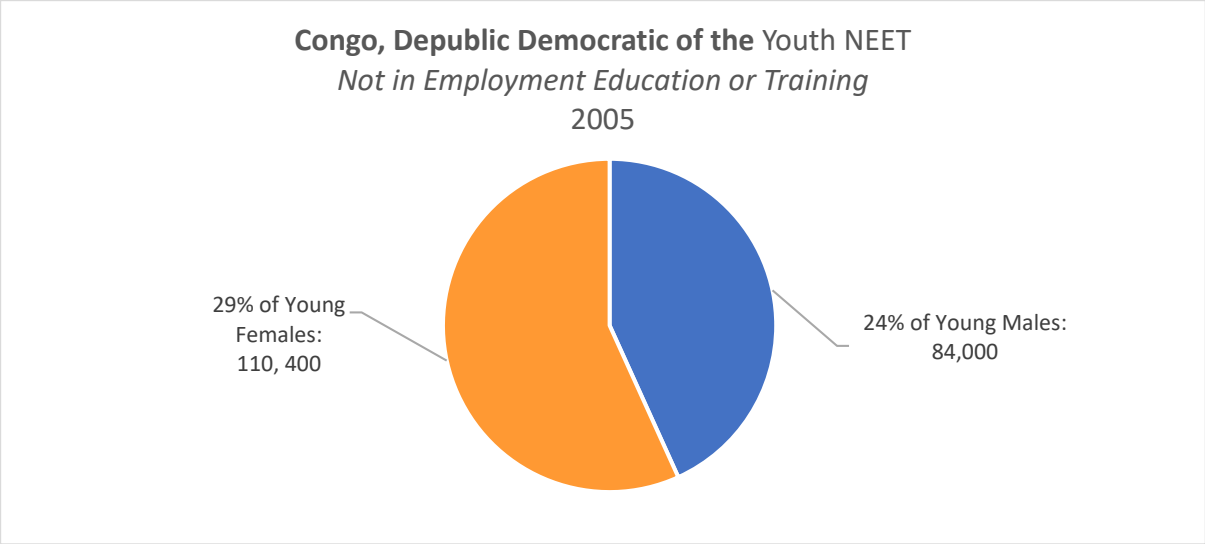
Entreprendre dans l'agro–industrie : choix ou dernier recours des jeunes en RD Congo ?

Mangole Dady Cool
Supervisé par : Dr. Paul Dontsop

1. Introduction

La problématique d'emploi des jeunes se pose avec beaucoup d'acuité en RD Congo. L'accès à l'emploi constitue pour beaucoup de jeunes un parcours compliqué souvent exposé à la précarité car le taux de chômage est bien le marqueur d'une situation d'exclusion, aggravée par l'insuffisance d'accès aux services publics. Du Rapport de l'Enquête 1–2–3 de 2014, il ressort que le taux d'activité des jeunes entre 15 et 24 ans n'est que 23,9% en milieu urbain et 40,4% en milieu rural alors que les jeunes entre 10 et 24 ans représentent environ 44% de la population congolaise. Les statistiques de ILOSTAT de 2005 (figure 1) sur les jeunes NEET (qui ne travaillent pas ni suivent d'études ou de formation) renseignent qu'environ 24% de jeunes hommes contre 29% de jeunes femmes entre 15 et 24 ans ne travaillent pas.

Figure 1. Jeunes sans emploi en RD Congo



Data Source: ILOSTAT
http://www.ilo.org/ilostat/faces/oracle/webcenter/portalapp/pagehierarchy/Page3.jspx?MBI_ID=20

Des programmes visant à réduire le chômage des jeunes ont été mis en place par le gouvernement congolais depuis environ deux dernières décennies. De ce fait, le programme de Bureau Central de Coordination (B.Ce.Co) établi en 2001 est abouti à faire recruter cinq cents jeunes diplômés universitaires. S'agissant, du programme ENA lancé en 2014, celui–ci recrute mille jeunes congolais chaque année. Néanmoins, par suite des enjeux politiques, le premier programme a été ralenti. Bien que le second programme soit opérationnel jusqu'à ces jours, le taux de chômage des jeunes en RD Congo reste encore alarmant.

L'agriculture reste le secteur qui offre du travail à la majorité de la population congolaise en générale et à la jeunesse congolaise en particulier. Bien que caractérisée par une productivité extrêmement faible, l'agriculture emploie plus de 70% de la population active. Le potentiel agronomique de la RD Congo qui logiquement devrait offrir aux jeunes plus d'opportunités reste sous exploité. D'après le rapport de FAD de 2016, le pays possède 80 millions d'hectares de terres arables, dont seuls 9 à 10 % sont actuellement cultivées ; des conditions climatiques et écologiques très favorables à différentes spéculations agricoles et offrant des opportunités pour développer des cultures d'exportation. De plus, l'agriculture est moins mécanisée, la population rurale est condamnée à une agriculture de subsistance caractérisée par une productivité extrêmement faible diminuant l'envie chez jeunes à entreprendre dans le secteur agricole. Aussi, presque tous les principaux maillons de l'agro–industrie (exploitation, transformation, services) restent moins développer procurant, de ce fait, des faibles rendements aux partisans. Malgré les rémunérations/productivités peu élevées et des conditions de travail difficiles, les jeunes congolais n'ont pas renoncé aux activités agricoles.

Cependant, cette étude s'inscrit dans le cadre de savoir, d'une part, si les jeunes congolais impliqués dans l'agro–industrie y sont par opportunité ou par nécessité (dernier recours), et d'autre part, mettre en évidence les facteurs qui expliqueraient le fait qu'ils considèrent l'agro–industrie comme une opportunité ou un dernier recours. De plus, cette étude essaye de comparer la perception de l'agro–industrie selon que l'on est un jeune homme ou une jeune femme, et enfin, comparer les facteurs qui expliqueraient la perception de l'agro–industrie selon les localisations géographiques des jeunes au Sud–Kivu en RD Congo.

Les résultats de cette étude indiquent que les jeunes congolais impliqués dans l'agro–industrie ne sont pas satisfaits de ce type d'emploi. En conséquence, les jeunes du Sud–Kivu qui y sont impliqués, considèrent l'agro–industrie comme leur dernier recours ou un secteur de refuse. Néanmoins, cette perception varie selon les caractéristiques sociodémographiques, le capital social, le statut d'emploi, etc.

2. Méthodologie & résultats

Cette étude s'est déroulée à l'Est de la RD Congo, précisément dans la province du Sud–Kivu. D'après le rapport de PNUD de 2009, le Sud–Kivu fait face à un taux de pauvreté de 84.7% et un taux de sous–emploi de 80.2%. Les jeunes de 15 ans et plus disposant d'un niveau d'éducation secondaire sont évalués à environ 36% contre environ 34% de ceux sans niveau d'éducation. Les jeunes diplômés universitaires sont très faiblement représentés au Sud–Kivu. Ils sont estimés à 1.5%. Le faible niveau d'éducation constitue une barrière d'accès à l'emploi (formel) pour la plupart de jeunes du Sud–Kivu. Cependant, nombreux d'entre–eux se déversent dans le secteur agricole. Les statistiques de PNUD de 2009 indiquent que 68.7% de la population du Sud–Kivu est employée dans les activités agricoles informelles.

Pour évaluer la perception des jeunes impliqués dans l'agro–industrie au Sud–Kivu, les enquêtes (quantitatives) se sont déroulées dans les zones urbaines et péri–urbaines de Bukavu, et les zones rurales du groupement de Katana. En effet, l'échantillon de cette étude inclut des jeunes entre 15 et 35 ans. Les jeunes de moins 15 ans ont été exclus de l'échantillon du fait que

la plupart d'entre–eux poursuivent encore leur étude et sont sous la dépendance totale de leurs parents. Aussi, ils sont moins représentés dans les activités économiques. 398 jeunes finalement enquêtés étaient directement retrouvés soit à leur domicile soit à leur lieu de travail.

Pour savoir si les jeunes du Sud–Kivu sont dans l'agro–industrie par opportunité ou par contrainte, des questions relatives à la satisfaction à l'emploi et au jugement personnel par rapport à la perception d'emploi dans l'agro–industrie ont été adressées aux jeunes impliqués dans les différents maillons de l'agro–industrie. Alors que les questions sur la satisfaction à l'emploi incluaient les avantages monétaires, les conditions du travail ainsi que la prise de décision ; les questions sur le jugement personnel captivaient l'information sur la perception individuelle des jeunes vis–à–vis de l'agro–industrie. En effet, un jeune satisfait de son emploi agro–industriel considère ce dernier comme une opportunité plutôt qu'une nécessité ou un secteur de refuge (dernier recours). Des statistiques descriptives ainsi que des techniques d'estimation économétriques ont été employées afin, d'une part, de mettre en évidence le niveau de satisfaction des jeunes impliqués dans l'agro–industrie ainsi que leurs caractéristiques sociodémographiques, et d'autre part, étudier les facteurs qui inciteraient les jeunes à considérer l'agro–industrie comme une opportunité plutôt qu'une nécessité ou l'inverse.

Les résultats renseignent que la plupart des jeunes enquêtés impliqués dans l'agro–industrie sont des femmes (53.52%). Aussi, l'âge moyen des jeunes enquêtés est d'environ 25 ans. Environ 37% des jeunes enquêtés sont caractérisés par un niveau d'éducation secondaire (mais inachevé). Les jeunes disposant le diplôme universitaire sont moins impliqués dans l'agro–industrie (1.76%). De plus, les jeunes sont caractérisés par un niveau de satisfaction relativement faible d'environ 58%. Ceci nous revoit à avancer la conclusion selon laquelle que, généralement, les jeunes du Sud–Kivu impliqués dans l'agro–industrie y sont par nécessité ou par manque d'autres alternative d'emploi. Ils considèrent l'agro–industrie comme un dernier recours. Les techniques d'estimation économétriques soulignent que la perception d'emploi agro–industriel (emploi agro–industriel comme opportunité ou nécessité) dépend des caractéristiques sociodémographiques des jeunes comme le genre, l'âge, le statut matrimonial et le niveau d'instruction. Elle dépend aussi du capital social mobilisé, du statut d'aversion au risque, du statut d'emploi occupé dans l'agro–industrie, de l'orientation dans la chaine de production agricole, de l'accès à l'éducation technique ainsi que du milieu de résidence des jeunes impliqués dans l'agro–industrie.

3. Conclusion

Les résultats indiquent que, en généralement, les jeunes du Sud–Kivu impliqués dans l'agro–industrie considèrent ce dernier comme étant un secteur de refuge. Ils sont relativement moins satisfaits de l'emploi que ce secteur leur offre. De plus, les jeunes femmes, les jeunes vivant dans les zones rurales, les jeunes caractérisés par un faible niveau d'instruction, les jeunes impliqués dans la phase d'exploitation, les jeunes disposant peu de relations sociales (capital social) ainsi que les jeunes disposant le statut d'emploi d'un salarié représentent les couches des jeunes caractérisés par un faible niveau de satisfaction. Le fait d'appartenir dans les couches de jeunes susmentionnées augmente significativement les chances de percevoir l'agro–

industrie comme un dernier recours. Ces résultats sont expliqués par différents faits. La plupart des jeunes femmes, et la plupart des jeunes, en général, vivant dans les zones rurales s'impliquent plus dans le maillon d'exploitation (agriculture pure) alors que ce dernier leur procure un faible niveau de rendement (aucune valeur n'est ajoutée sur les produits agricoles dans le maillon d'exploitation). Les jeunes à faible instruction ont des difficultés d'adopter des nouvelles technologies susceptibles d'accroitre leur rendement agricole. Aussi, généralement, le statut d'emploi procure moins de revenu par rapport à celui du patron.

4. Recommandations

Pour améliorer la satisfaction des jeunes impliqués dans l'agro–industrie, des politiques devraient prendre en compte parmi les options, les facteurs précités détériorant la satisfaction des jeunes impliqués dans l'agro–industrie au Sud–Kivu. C'est–à–dire, l'Etat congolais devrait augmenter le budget alloué à l'éducation formel et technique afin non seulement d'améliorer l'accès à l'éducation mais aussi sa qualité. De plus, il devrait faciliter les jeunes à devenir entrepreneur (chef d'unité de production) ou à s'impliquer dans la transformation non seulement à leur facilitant d'avoir accès au crédit mais aussi en réduisant le coût et les formalités pour avoir le droit d'entreprendre une activité économique sur le sol congolais. Les jeunes doivent cultiver un esprit de création d'entreprise ou d'autonomie plutôt que d'employabilité. Aussi, ils doivent adhérer dans des associations ou groupes de solidarité afin de constituer et solidifier leur capital social, et jouirent des avantages de ce dernier. Les politiques orientées dans ce sens permettraient directement d'accroitre d'abord la satisfaction des jeunes impliqués dans l'agro–industrie, ensuite, augmenteraient le taux d'engagement des jeunes dans l'agro–industrie, et enfin, réduiraient la pauvreté et le rythme de l'exode rural. Cependant, l'engagement massif des jeunes dans l'agro–industrie permettrait de booster l'économie rurale et par ricochet améliorer la sécurité alimentaire non seulement au niveau microéconomique (zones rurales, péri–urbaines, urbaines) mais aussi au niveau macroéconomique.